

Mort en migration et rapatriement posthume.
Économie et rites funéraires entre la Russie et le Tadjikistan.

Juliette Cleuziou

Laboratoire d’Ethnologie et de Sociologie comparative¹

Mots-clés : migration, Tadjikistan, Russie, mort, rapatriement, économie funéraire

*“Death in migration and posthumous repatriation.
Funerary economy and rites between Russia and Tajikistan”*

Keywords: migration, Tajikistan, Russia, death, repatriation, funerary economy.

¹ Postdoctorante associée au LESC, au sein du projet « Mort en contexte migratoire » (MECMI) ; coordinatrice du projet ANR « Faire circuler les morts. Rituels et économie funéraires postsocialistes en contexte migratoire » (REFPoM). juliette.cleuziou@hotmail.com.

Au Tadjikistan contemporain, les migrations masculines vers la Russie constituent un aspect incontournable des changements socioéconomiques du pays. La dépendance du pays vis-à-vis de la Russie est reflétée par l'importance des transferts de fonds envoyés par les migrants (à 90% des hommes) qui y travaillent : l'ensemble de ces sommes représentaient 42% du PNB du pays en 2014². Les autorités russes estiment à plus d'un million le nombre de Tadjiks qui travaillent en Fédération de Russie³, la très grande majorité se trouvant dans les agglomérations de Moscou et St Pétersbourg. Parallèlement, un article du journal tadjik Asia-Plus daté de 2015 indique que, selon le ministère de l'Intérieur du Tadjikistan, le nombre de décès de Tadjiks voit sa courbe augmenter, alors que le premier semestre 2015 enregistrait déjà 433 retours de cercueil au Tadjikistan⁴. Les chiffres officiels relayés par les médias font état en effet d'environ un millier de rapatriements posthumes par an, sans que ces chiffres soient pourtant aisément vérifiables⁵. Du fait des ratios ci-dessus évoqués, la plupart des défunts rapatriés sont des hommes.

Après avoir travaillé sur les questions de genre, de parenté et d'économie cérémonielle dans le contexte des mariages au Tadjikistan, je m'intéresse aujourd'hui à ces questions dans le contexte funéraire et transnational. Mariages et funérailles en effet possèdent des points communs : en tant que cérémonies de cycles de vie, ils mettent en scène la reproduction de relations sociales localement valorisées (communautaires, familiales, de voisinage, etc.) et reposent tous deux sur un système d'économie rituelle et informelle largement alimenté depuis une quinzaine d'années par l'argent envoyé depuis la Russie par les migrants. Le contexte funéraire et transnational permet de mettre au jour un phénomène totalement absent des études anthropologiques sur la région : le rapatriement vers le Tadjikistan des morts « au loin » et les modalités économiques, symboliques et morales mises en œuvre au sein des communautés de migrants en Russie.

Durant trois mois de travail de terrain, dont deux mois passés en Russie à Moscou et Tver (août-septembre 2017), et un mois au Tadjikistan, entre Douchanbé et Gharm (novembre-décembre 2017), j'ai réalisé une cinquantaine d'entretiens et des observations *in situ* de collectes d'argent, ainsi que de cérémonies d'inhumation et de commémoration en Russie et au Tadjikistan⁶. Mes interlocuteurs et interlocutrices furent variés, en Russie et au Tadjikistan : des

² D'après les données ouvertes de la Banque mondiale disponibles dans le rapport suivant : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23743/9781464803192.pdf?sequence=3&isAllowed=y>

³ Organisation Internationale pour les Migrations, « Tajik Migrants with Re-entry Bans to the Russian Federation », Douchanbé, Janvier 2017 p. 5.

⁴ Mavzuna Abdulloyeva, "433 Tajiks returned home in coffins from Russia in H1 2015", juillet 2015, <http://www.asiaplus.tj/en/news/tajikistan/society/20150728/433-tajiks-returned-home-coffins-russia-h1-2015> (consulté le 12/02/2018).

⁵ L'ambassade de la République du Tadjikistan en Russie ne possède pas de chiffres précis par exemple.

⁶ Cette recherche a été rendue possible grâce à la bourse postdoctorale « Atlas » (FMSH/IFEAC).

« responsables » de rapatriement, qui sont souvent également des leaders de communauté (ru. *starshe*, tj. *rais*), des entrepreneurs de pompes funèbres publiques et privées en Russie (ru. *ritual'nye uslugi*), des personnalités religieuses (tj. *mullo*, *khalifa*⁷) – y compris des responsables musulmans non tadjiks en Russie (*imam*, surtout des Tatars), des laveuses et laveurs de corps (tj. *murdashu*), des individus endeuillés (tj. *azobdor*), des migrants qui participent à des caisses communes, et enfin des personnes qui ont participé au transport d'un défunt simplement par solidarité.

Dans un contexte où le rapatriement est le moyen privilégié de traiter le corps d'un migrant tadjik décédé en Russie, souvent à la demande des familles, il faut considérer les coûts que cela représente : depuis Moscou ou Tver, il faut compter environ 60-70 000 roubles au total (environ 880 à 1000€), ce qu'un individu seul peut rarement se permettre de financer. Cela implique une certaine organisation, celle-là même qui constitue le cœur de ma recherche. Dans ce papier, je présenterai successivement les procédures qui entourent le rapatriement posthume des migrants tadjiks depuis la Russie vers le Tadjikistan, ainsi que les quelques cas d'inhumation en Russie (1). J'aborderai ensuite la question de l'organisation pratique des caisses communautaires au sein des communautés de migrants qui permettent ces rapatriements (2). Enfin j'évoquerai enfin les rites funéraires au Tadjikistan et la manière dont la migration affecte (ou non) leur déroulement (3).

1. Comment est rapatrié un Tadjik décédé en Russie ?

Les causes des décès des Tadjiks sont variées, mais il n'existe pas à ma connaissance de statistiques : sont régulièrement évoqués toutefois les accidents du travail, les accidents de la route, les homicides, les décès qui font suite à une maladie, y compris les addictions (alcool, drogue). La majorité des décès semble relever de ce qu'on pourrait qualifier de mort accidentelle et concerne des hommes relativement jeunes, en tout cas en âge de travailler.

Procédures

Le décès d'un migrant tadjik temporaire ou installé en Russie entraîne une chaîne de réactions qui représentent autant d'étapes – parfois d'obstacles – à franchir pour que les vivants accomplissent leurs devoirs envers le défunt. Le décès déclenche tout d'abord une circulation immédiate de l'information remontée à un représentant informel ou chef de la communauté (*rais* en tadjik, *starshe* en russe) que connaît l'endeuillé. Ce dernier l'informe de la marche à suivre et s'occupe souvent de rassembler les moyens financiers nécessaires au rapatriement. Le « propriétaire » du défunt, un proche, un ami ou un « activiste » de la communauté, se charge de récupérer un certificat médical, nécessaire à l'obtention du certificat de décès au bureau d'enregistrement civil (Z.A.G.S.), lui-même indispensable pour obtenir le corps à la morgue (que

⁷ Les Pamiris, d'obédience chiite ismaélienne, désignent leurs leaders religieux ainsi.

les migrants soient légaux ou illégaux sur le territoire, la nature des documents exigés pour le rapatriement ne diffère pas). Dans certains cas, l'identification voire la localisation du corps peuvent s'avérer difficiles et peuvent être l'objet de recherches réalisées par la communauté elle-même. Ces démarches administratives impliquent d'avoir accès aux papiers d'identification (passeport) du défunt – à défaut, il faut le refaire auprès du consulat du Tadjikistan en Russie, pour une somme qui avoisine parfois les 300US\$.

À la morgue, le défunt est nécessairement autopsié, ouvert de la poitrine au bas ventre pour confirmer les causes de sa mort – excepté en cas de décès lié à un cancer ou de décès à l'hôpital d'une personne très âgée. Cette pratique est très contestée par la plupart des Musulmans pour qui l'autopsie va à l'encontre des prescriptions religieuses, mais elle a été introduite récemment pour, semblerait-il, parer aux trafics. Toutefois, l'une des difficultés majeures soulignées par tous est de récupérer le corps à la morgue après l'autopsie. Le personnel demande des sommes d'argent qui peuvent aller du simple au sextuple, de 5 000 à 30 000 roubles (de 70 à plus de 400€). Or, cet argent est totalement informel : les morgues sont en principe tenues de conserver les corps gratuitement pendant une semaine. Au-delà d'une semaine, il faut payer une somme forfaitaire à la journée. Mais le pouvoir sur le corps leur permet d'exercer une pression particulière pour obtenir l'argent attendu⁸. Les frais de morgue ne sont pas aisés à négocier car ils constituent des formes de revenus informels pour les thanatopracteurs et morguiers autrement relativement mal rémunérés.

Le transport entre la morgue et le terminal aéroportuaire est généralement assuré, à Moscou comme à Tver, par une entreprise de pompes funèbres. À Moscou, il existe une entreprise publique de pompes funèbres appelée *Ritual* qui s'occupe surtout des défunts russes et orthodoxes, et à laquelle les Musulmans en général, et les migrants centrasiatiques ou caucasiens en particulier, ont rarement recours. Celle-ci possède un bureau dans toutes les morgues, mais elle est régulièrement accusée d'opacité de fonctionnement et de corruption⁹. Les Musulmans (migrants ou non) ont généralement recours à des entreprises privées, notamment aux services funéraires proposés au sein de deux des mosquées moscovites (ceux de la mosquée cathédrale et ceux de la mosquée Yardam). Une responsable d'ONG d'aide aux migrants kirghizes, elle-même également kirghize, me disait par exemple qu'elle renvoyait systématiquement les gens vers les services funéraires de la mosquée cathédrale. Les Tadjiks semblent cependant avoir rarement recours à ces services : ils font généralement appel à une entreprise privée qui constitue une partenaire privilégiée car elle propose des tarifs raisonnables (25-30 000 roubles) et sa directrice travaille avec les migrants (mais pas seulement) depuis plus d'une vingtaine d'années. L'entreprise transporte ainsi le corps de la morgue à l'aéroport, fournissant au passage le caisson de bois (cf. Figure 1) et le cercueil en zinc indispensables à l'envoi.

⁸ L'un de mes interlocuteurs m'affirme s'être battu physiquement avec l'un des morguiers lorsque ce dernier demandait une somme qui lui semblait indécente.

⁹ Voir par exemple Ilya Yushkov, "Chernye kopateli mogil" (« Les fossoyeurs au noir »), 1^{er} novembre 2017, *Daily Storm*, <https://dailystorm.ru/obschestvo/chernye-kopateli-mogil> (consulté le 12/02/2018).



Figure 1 – Les caissons de bois utilisés pour les transports posthumes
(J. Cleuziou, Russie 2017)

Au terminal de fret, les cercueils sont encore appelés, comme du temps de la guerre soviétique en Afghanistan, les *Gruz 200* – les « Marchandises/Cargaisons 200 » – le nombre faisant référence au poids moyen calculé par les compagnies aériennes, à la fois dans un souci de facturation et d'équilibrage des soutes d'avion. Notons ici que la compagnie nationale tadjike, Tajik Air, transporte les corps gratuitement depuis plusieurs années, mais ne peut charger plus de trois ou quatre cercueils à la fois, ce qui implique une organisation du transport par les pompes funèbres en amont. Les autres compagnies aériennes facturent le retour soit au poids du fret (calculé sur la base moyenne de 200kg), soit de façon forfaitaire. À titre d'exemple, la compagnie nationale Uzbekistan Airways facture 11 000 roubles¹⁰ le transport d'un *Gruz 200*.

Une fois le cercueil chargé dans l'avion, il peut y avoir un accompagnant mais ce n'est pas indispensable. Au Tadjikistan, trois aéroports sont généralement desservis : Douchanbé, la capitale, Khoudjand et Kulob. Le cercueil est récupéré par des membres de la famille ou des voisins du défunt désignés comme destinataires depuis la Russie, et qui le transporteront eux-mêmes jusqu'au lieu d'inhumation – puisqu'il n'existe pas de service de pompes funèbres au Tadjikistan. Le corps est ensuite retiré du cercueil en zinc et du caisson en bois, pour être présenté aux proches pour quelques moments d'adieux (*ruy murda*, littéralement « le visage du mort ») si l'état du corps le permet, avant d'être ensuite lavé rituellement, enveloppé nu dans un linceul blanc (*kafan*) et emmené par les hommes à la mosquée pour la prière des funérailles (*janoza*), puis au cimetière où le défunt sera inhumé à même la terre selon les rites musulmans. Une pierre tombale (*sangui mazor*) peut être ajoutée, parfois des mois voire des années plus tard, commandée généralement auprès des entreprises postées à l'entrée des cimetières de Douchanbé. Le plus souvent, un arbre est planté à la tête du défunt¹¹.

Dans les cas de rapatriement, il n'y a donc en principe pas de rituels funéraires accomplis en Russie puisque ces derniers sont réalisés au Tadjikistan. Le seul moment de réunion qui peut y

¹⁰ Environ 150€. Notons que le *Gruz 200* est presque toujours une cargaison prioritaire.

¹¹ Une pratique que j'ai pu observer tant au Tadjikistan que sur les tombes tadjikes en Russie. Généralement, il s'agit d'un sapin car il ne perd pas ses épines en hiver.

avoir, mais qui n'est pas systématique, peut avoir lieu à la morgue, au moment de récupérer le corps, où les membres de la communauté peuvent venir dire au revoir au défunt et soutenir celles et ceux qui lui survivent (cela semble particulièrement pratiqué par les Pamiris de Moscou, mais pas uniquement).

On remarque ici que les autorités russes ou tadjikes ne jouent pas de rôle spécifique dans la gestion de ces morts étrangers, mais peuvent retenir le corps en cas d'affaire criminelle¹².

L'inhumation en Russie

Dans les cas, beaucoup plus rares, où le défunt est enterré en Russie, il peut s'avérer particulièrement ardu de trouver une place dans les cimetières moscovites, soit qu'ils sont pleins, soit que les places y coûtent très cher (on me disait qu'une place au cimetière de Danilovski, le cimetière musulman le plus ancien de Moscou, un emplacement pouvait coûter jusqu'à trois millions de roubles). Au quel cas il est souvent décidé d'enterrer le défunt dans un cimetière éloigné du centre de Moscou, dans de petites villes avoisinantes, où les places dans les cimetières sont peu chères voire gratuites. Notons que sur ce dernier point, les Russes rencontrent les mêmes difficultés que les migrants, à savoir l'extrême cherté de l'accès au terrain à Moscou, que ce soit pour les vivants ou les morts.

L'inhumation en Russie, quand elle a lieu, est en outre rarement le résultat d'un choix. Les cas dont on m'a parlé et dont j'ai été témoin peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs : soit la majorité de la parentèle est présente et installée en Russie, comme dans le cas de certaines familles élargies installées à Tver depuis 25 ans, et alors l'inhumation en Russie semble aller de soi pour autoriser les visites des proches au cimetière (unique cas où l'inhumation en Russie est véritablement choisie par la famille) ; soit le mauvais état du corps ne permet pas de le transporter auprès de ses proches au Tadjikistan ; soit les proches du défunt n'ont pu être identifiés ou retrouvés au Tadjikistan ; soit, enfin, dernière éventualité qui constitue un cas particulier, le corps ne peut pas être rapatrié au Tadjikistan pour des questions politiques. Tel fut le cas d'un Tadjik accusé d'appartenir au groupe criminel dit « bande GTA », soupçonné d'avoir assassiné une quinzaine de Moscovites entre 2012 et 2014. Certains membres du groupe ont été abattus lors d'une fusillade qui a opposé les prévenus et les forces de l'ordre russes à même le tribunal, à l'été 2017¹³. Malgré les forts soupçons de terrorisme et en l'absence de jugement, la Russie a finalement autorisé le rapatriement des corps¹⁴. Pourtant, une proche parente de cet homme est

¹² Il faut alors attendre une autorisation du juge pour récupérer le corps. Il semblerait aussi que la loi russe autorise les autorités à conserver les corps des terroristes, une telle accusation empêcherait donc la famille de récupérer le corps du défunt.

¹³ Voir par exemple les articles d'Asia-Plus et de Sputnik Tadjikistan parus au moment des événements (en russe) : <https://news.tj/news/tajikistan/security/20170803/smi-opublikovali-video-perestrelki-s-bandoi-gta-v-mosoblsude>; <https://ru.sputnik-tj.com/video/20170802/1022976090/video-mesta-perestrelki-zdani-mosgorsude-gta-banda.html> (consulté le 12/02/2018).

¹⁴ La loi russe semble autoriser la conservation des corps de personnes accusées de terrorisme (communication personnel de l'attaché de l'ambassade du Tadjikistan en Russie). Voir aussi :

venue du Tadjikistan pour identifier le corps et assister à son inhumation en Russie¹⁵ : elle disait ne pas pouvoir ramener le corps dans son village car les autorités locales exerçaient une pression contre ce transfert. Dans ce processus, elle a été accompagnée par des membres de la communauté tadjike de Moscou (qu'elle ne connaissait pas auparavant), qui a récupéré le corps à la morgue, et par celle de Tver, qui a pris sur elle de financer les transports du corps vers un cimetière villageois isolé de l'oblast de Tver, la toilette mortuaire et l'inhumation, ainsi que le trajet de retour de la jeune femme vers le Tadjikistan.

Aussi, dans les cas de rapatriement comme dans ceux d'inhumation en Russie peut-on voir que ce qui pose le plus de problème dans les rapatriements posthumes, ce sont les questions financières d'une part et les problèmes de corruption et les humiliations qui peuvent ponctuer les différentes étapes (surtout la morgue) d'autre part. Le décès d'un Tadjik (même criminel) décédé en Russie fait surgir un devoir vécu bien souvent comme une nécessité de prendre en charge le corps au sein de la communauté tadjike. D'une manière ou d'une autre, le corps « doit » être inhumé. Les coûts d'un rapatriement vers le Tadjikistan, depuis Moscou ou Tver impliquent des sommes importantes (pour rappel, 60-70 000 roubles), sachant qu'à Moscou, un manutentionnaire dans un grand magasin peut gagner entre 25 et 30 000 roubles, tandis qu'un travailleur sur un chantier de construction – environ 40-50 000 roubles.

Les institutions russes comme les institutions tadjikes en Russie ne sont pas à même de s'en occuper – et ne le souhaitent sans doute pas –, non plus que ne le sont les familles restées au Tadjikistan pour qui le transfert s'avèrerait fort coûteux. L'organisation communautaire semble dès lors aller de soi et s'inscrit dans un discours sur la nécessité morale d'accomplir le bien, exprimé par le terme (religieux) de *savob*¹⁶. L'impératif économique qui s'ancre dans discours moral émerge ici comme l'un des pivots fondamentaux de l'organisation communautaire (lorsqu'elle a lieu) des Tadjiks en Russie.

2. Quand la mort oblige : caisses *ad hoc* et caisses de prévoyance

La très grande majorité des familles choisit donc de faire rapatrier un défunt au Tadjikistan pour l'enterrer. Les coûts du rapatriement constituent l'une des raisons principales de la mise en commun d'argent gagné en Russie sous formes de caisses communes (désignées en russe par le terme *kassa*), du moins c'est ainsi que l'expliquaient mes interlocuteurs. Peu de migrants peuvent se permettre de payer seul une somme aussi importante, à part quelques « business men » auxquels on peut avoir recours en cas de besoin, qui finance alors un retour posthume au titre de

<https://news.tj/ru/news/tajikistan/laworder/20170823/sud-razreshil-otpraviv-v-tadzhikistan-tela-ubitih-chlenov-bandi-gta> (consulté le 12/02/2018).

¹⁵ De loin, puisque les femmes musulmanes n'assistent pas à l'inhumation.

¹⁶ De l'arabe *sawâb* : « manière d'agir juste et droite ; ce qui est juste et vrai (par opposition au tort et à l'erreur) » (cf. Dictionnaire d'arabe classique de Kazimirski, Beyrouth, Éditions Albouraq, 2004 [1860]).

la *sadaqa* islamique (« charité »). Mais dans le cas d'une collecte comme d'une donation ponctuelle d'un seul homme, « il faut courir » pour rassembler l'argent.

La forme la moins structurée et la plus ancienne de ces caisses d'entraide est celle créée *ad hoc*, au moment d'un décès, sous forme de collectes ponctuelles. Plusieurs personnes m'ont parlé de la collecte d'argent sur les marchés. Les gens racontent tous à peu près la même chose : lorsque des Tadjiks circulent dans les marchés en demandant à leurs compatriotes de participer financièrement au rapatriement posthume d'un des leurs, la collecte ne pose pas de problème. « Chacun donne ce qu'il peut » répète-t-on. Tout le monde sait qu'il peut y avoir des arnaques, mais l'intention étant toujours bonne, le don demeure porteur de *savob* pour qui le fait.

Mais selon certains « gérants de caisse », la chute drastique du rouble depuis 2014 aurait rendu encore plus problématique les rapatriements et, a fortiori les collectes. Il semblerait que cela aurait été l'une des motivations pour organiser de façon plus formalisée et plus systématique une mise en commun de ressources aisément accessibles en cas de problème. À ce titre, le cas de l'organisation des Pamiris à Moscou est particulièrement révélateur bien qu'antérieur à 2014 : chaque village désigne un responsable, les villages sont ensuite rassemblés sous un responsable par région ou par vallée du Pamir et cette organisation hiérarchique monte jusqu'au leader qui se trouve à la tête de l'organisation *Nur*, lieu névralgique de l'ensemble de la diaspora pamir à Moscou (qui gère principalement l'organisation d'événements religieux, culturels ou sportifs). Cette organisation correspond aux critères de la Fondation Aga Khan, qui soutient *Nur* et qui œuvre un peu partout dans le monde pour soutenir les Ismaéliens qui reconnaissent l'Aga Khan comme chef religieux. En cas de rapatriement posthume, la solidarité financière s'exerce ainsi d'abord à l'échelle du village du défunt, puis selon les circonstances, à celle de la vallée, etc. L'aspect logistique quant à lui est assuré par des « activistes » (non rémunérés) de la communauté, en l'occurrence surtout deux personnes qui prennent sur elles d'effectuer les démarches (contacter les pompes funèbres, de s'assurer que tous les papiers sont rassemblés, éventuellement contacter la famille au Pamir). Parmi les Pamiris de Moscou, la visite de soutien à la morgue est très répandue et selon certains d'entre eux, il n'est pas rare qu'une centaine de personnes défile pour dire au revoir au défunt et montrer son respect aux proches. Farrukh¹⁷, l'un des « activistes » de l'association, m'indique que lorsque sa sœur est décédée quelques mois plus tôt, lui-même ne s'est occupé de rien. Son « collègue » en la matière ainsi que le reste de la communauté se sont chargés de collecter l'argent pour pouvoir financer le rapatriement posthume vers les montagnes du Pamir. Son propre billet d'avion et celui de son neveu par contre étaient à leur charge. Mais à la morgue, nombreuses ont été les personnes à venir lui présenter leurs condoléances avant le départ du cercueil pour l'aéroport.

Cette organisation resserrée et relativement efficace des Pamiris leur permet, me semble-t-il, de ne pas organiser des caisses plus pérennes. Toutefois, d'autres caisses communes ont vu le jour au sein d'autres communautés tadjikes moins encadrées par l'activisme religieux ou culturel : ce sont des caisses dont les membres versent une cotisation mensuelle ou annuelle. Cela permet de constituer un fonds de façon plus durable et immédiatement disponible en cas de problème. Certaines de ces caisses peuvent en outre servir à d'autres usages que le seul rapatriement des

¹⁷ Les prénoms ont été modifiés.

morts – à ce titre elles méritent sans doute d’être envisagées sous l’angle de la prévoyance. À Tver et à Moscou, et semble-t-il également à St Pétersbourg, elles sont le plus souvent formées sur la base de l’origine territoriale au Tadjikistan – même s’il existe quelques subtilités d’appellation dont les détails ne seront pas abordés ici¹⁸.

Comme dans le cas de l’organisation pamir, des migrants d’un même village, d’une même vallée, d’une même région peuvent s’accorder pour faire des dons mensuels ou annuels et généralement fixes (100 roubles/mois par exemple), pour alimenter une caisse dont l’usage est principalement de financer les rapatriements posthumes. Dans ce cas, un trésorier et des assistants sont nommés par une communauté qui prend alors davantage « forme », en charge de contrôler les recettes et dépenses de la caisse et généralement de gérer les rapatriements. Occasionnellement, ces caisses peuvent fournir des services de prêts, avec ou sans intérêt. Qurbon

Ali, qui travaille en Russie depuis une dizaine d’années, me disait par exemple que sa participation à la caisse lui permet d’emprunter jusqu’à 15 000 roubles (env. 210€) sans intérêt pour trois mois, ce qui peut s’avérer fort pratique pour des périodes comme la rentrée scolaire, lorsque les enfants doivent s’équiper en uniformes et matériels (qu’ils soient au Tadjikistan ou en Russie d’ailleurs), faire un petit investissement électroménager ou une démarche administrative coûteuse tel que refaire son passeport. Une autre caisse moscovite a un accord avec un commerçant tadjik de Moscou, qui fait des emprunts réguliers pour pouvoir acheter des marchandises en gros et qui les rembourse systématiquement avec des intérêts de 10%. Ce dernier y trouve son compte car la démarche est plus aisée qu’à la banque, et la caisse peut croître grâce aux intérêts versés.

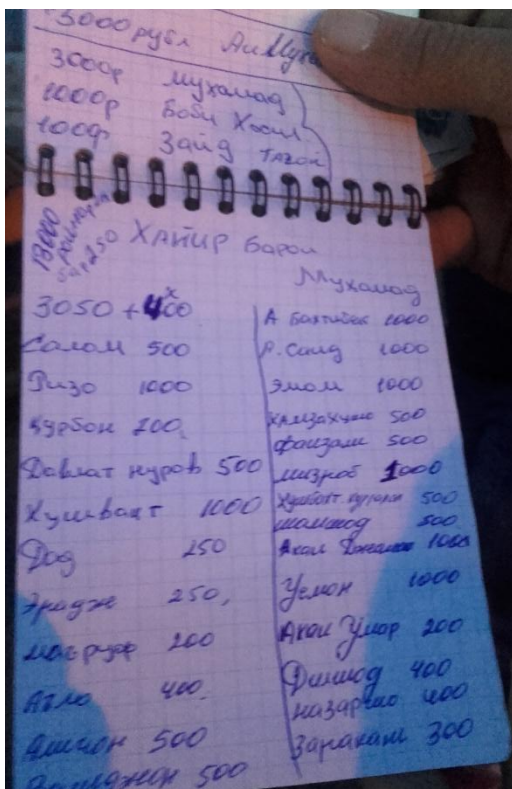


Figure 2 – Un carnet de compte « brouillon » : les comptes seront ensuite reportés sur tableau Excel (J. Cleuziou, Russie 2017).

À la faveur de la diffusion des smartphones et des applications comme *WhatsApp*, *Viber* ou *Odnoklassniki*, l’appartenance à une caisse peut être facilitée et « objectivée » par un groupe de discussion généré sur ces applications. Les virements sont en outre envoyés et reçus grâce un simple numéro de téléphone sans avoir besoin d’ouvrir un compte en banque, ce qui facilite et dématérialise la tâche du ou des trésoriers. Ces « groupes » permettent d’établir la liste des membres, de ceux qui ont donné tel mois, ainsi qu’à diffuser des messages en cas de nécessité.

¹⁸ Par exemple, certaines familles de Tver sont originaires de Vandj (vallée de montagnes du centre du pays) mais ont été déplacées à Sharitus (plaine cotonnière du sud-ouest du pays) dans les années 1950. Issues d’un village de la plaine, les « Vandji » ont créé à Tver une caisse commune villageoise qui inclut d’autres villageois de Shahritus, mais qui n’inclut pas des migrants originaires directement de Vandj.

Cela permet aussi d'étendre la participation à une caisse aux membres d'un même village qui ne résident pas nécessairement au même endroit en Russie. Certaines caisses sont aussi réparties en plusieurs « lieux » pour limiter le risque de vol, ce que j'ai pu constater dans le cas d'une caisse qui accumule plus de trois millions de roubles (env. 42 600€) pour un peu moins de 200 adhérents répartis partout en Russie.

Parmi les organisations les plus élaborées, j'évoquerai celle des communautés tadjikes de Tver : à ma connaissance, les migrants plus ou moins installés ont le choix de participer à des caisses à trois niveaux différents. Le premier niveau est l'échelon familial : à Tver il existe un grand nombre de familles venues en Russie pendant la Guerre civile qui, après 25 ans, sont aujourd'hui relativement bien installées dans la vie russe. Les enfants ont grandi en Russie, ils sont bilingues et un grand nombre d'entre eux ne se jamais allés ou retournés au Tadjikistan. Plusieurs de ces familles élargies organisent un fond familial à l'échelle de la parentèle (plusieurs dizaines de personnes) qui leur est propre et qui sert en cas de maladie grave ou de besoin financier urgent : ce fond prend véritablement la forme d'une mutuelle familiale. À titre d'exemple, dans la famille dans laquelle je résidais, chaque membre de la parentèle de plus de 18 ans (près d'une vingtaine) verse dans ce fond 1 000 rub/mois, à l'exception des étudiants, des conscrits, des handicapés et des retraités.

Le deuxième échelon est celui de l'appartenance régionale au Tadjikistan : sept groupes (et donc caisses) existent parmi les Tadjiks de Tver formés sur une base territoriale (un groupe de Shahritus, un de Hissar, un de Gharm, un de Kulob, etc.). Ces caisses « régionales » permettent à la fois de petits emprunts et des envois solidaires aux membres de la famille restés au pays (en cas de mariage, en cas d'accident climatique tel que les coulées de boue nombreuses au printemps 2016). L'une de ces caisses est composée de 360 personnes qui doivent verser 1 000 rub/an, selon les mêmes conditions « statutaires » que celles citées pour le fonds familial. Enfin, chacun des fonds régionaux versent de l'argent pour alimenter un fond diasporique, organisé à l'échelle de l'ensemble de la communauté tadjike de Tver. Celle-ci est constituée des sept groupes régionaux évoqués. À la différence du fond régional qui sert à l'entraide, le fond diasporique sert principalement à financer les activités sportives et culturelles de la communauté tadjike à Tver (célébration du nouvel an *Navruz*, de la fin du ramadan, compétitions de judo et de lutte, etc.). Si chacun de ces fonds a un président désigné, seul les fonds régionaux et diasporiques possèdent un trésorier, des adjoints et un conseil, composé d'une dizaine de personnes pour les groupes régionaux et d'une quarantaine de personnes pour le groupe diasporique.

Lorsque survient à Tver ou dans la région le décès d'une personne originaire du Tadjikistan, chaque caisse régionale doit verser 10 000 roubles dans le fond diasporique qui regroupe alors les 70 000 roubles nécessaires au rapatriement. Si le rapatriement s'avère moins coûteux que prévu, la différence est envoyée à la famille du défunt au Tadjikistan. Ainsi, à l'été 2017, le fond diasporique de Tver avait déjà envoyé sept corps au Tadjikistan depuis le printemps : quatre étaient décédés à Tver et trois autres dans un accident non loin de la ville. Pour ces derniers, personne ne les connaissait mais leurs papiers indiquaient qu'ils étaient tadjiks. Dans ces cas-là par exemple, les autorités locales ou les morgues peuvent elles-mêmes appeler la diaspora pour signaler le décès.

Ce système de « caisses-gigognes » permet de réagir relativement rapidement face aux décès, d'autant que selon les principes musulmans, le corps doit être enterré au plus vite (en principe, dans les 24h, mais ce n'est jamais possible lorsque le corps est rapatrié). Si à Tver, la faible implication des institutions tadjikes dans l'aide aux migrants était rarement soulignée par les individus rencontrés, sûrement parce que les communautés organisées autour des caisses sont relativement bien structurées et comportent certains avantages pour les migrants eux-mêmes, elle faisait l'objet de plaintes régulières par les individus rencontrés à Moscou, souvent davantage dispersés.

Dans les cas de collectes *ad hoc* comme dans celui de caisses plus organisées, le décès d'un migrant nécessite une logistique qui, ainsi que je l'ai évoqué plus tôt, repose sur une ou plusieurs personnalités, reconnues localement comme des leaders informels. Ces derniers peuvent avoir une activité de soutien aux migrants de façon informelle, ou au contraire professionnaliser celle-ci. Certains ont en effet créé leur association ou leur cabinet de conseil (souvent juridique) d'aide aux migrants (tadjiks, parfois centrasiatiques en général). Leur familiarité avec les institutions russes et leur accès à un réseau large de connaissances leur confèrent une autorité au sein de la communauté et, *a fortiori*, une certaine forme de responsabilité vis-à-vis du traitement de la mort des migrants en Russie. La question de la rémunération de ces activités est très sensible puisque les accusations de corruption fusent rapidement dans le milieu associatif tadjik en Russie et en particulier à Moscou. Mais aucun de ces leaders n'admettrait recevoir de l'argent dans le contexte d'un rapatriement posthume¹⁹ : la commercialisation de la mort est un attribut laissé « aux autres » (aux Russes, aux non Tadjiks) et cette différence était constamment réaffirmée au cours de mes recherches par les différents protagonistes impliqués dans la circulation des défunts.

3. Les rites funéraires au Tadjikistan

Lorsqu'un.e migrant.e décède en Russie, il se peut qu'une partie des hommes de son village ou de son quartier d'origine aillent le ou la chercher à l'aéroport au Tadjikistan. Souvent il s'agit de plusieurs voitures, même lorsque les gens viennent de loin. Le caisson de bois est libéré de son enveloppe de zinc, pour être ensuite transporté dans la voiture d'un particulier – une jeep lorsqu'il s'agit de faire les nombreuses heures de route jusqu'au Pamir. Arrivé à destination, le corps est disposé sur un lit à domicile si son état l'y autorise, pour permettre quelques adieux qui ne durent pas plus de quelques heures souvent. Alors, les tâches funéraires se déroulent selon leur ordre habituel. La toilette mortuaire est accomplie à domicile par des hommes ou des femmes selon le genre du défunt et il existe souvent des personnes plus ou moins expérimentées pour cela (*murdashu*), même si cela est rarement considéré comme une profession. Quatre personnes au

¹⁹ La professionnalisation de l'activité d'aide aux migrants implique rémunération et certains disent se faire rémunérer pour aider les migrants à accomplir des procédures administratives, telles que le renouvellement d'un passeport, d'une carte de séjour ou d'un permis de travail. D'autres tentent d'accéder à des subventions russes ou étrangères pour financer leur ONG, proposant alors gratuitement leurs services aux migrants.

minimum sont requises pour laver le corps, une toilette qui suit en grande partie le schéma des ablutions qui précèdent la prière. Une femme menstruée ne peut donc pas les accomplir (puisqu'elle ne peut pas non plus entrer dans une mosquée ou faire la prière).

Le reste des tâches est divisé entre les hommes et les femmes : les hommes s'occupent de l'accomplissement des rites musulmans, en emmenant le corps sur un plateau en bois orné d'une couverture (*tobut*) d'abord à la mosquée, pour la récitation de la prière funéraire (*janoza*), puis au cimetière (*qabriston*), où le défunt est inhumé nu dans un linceul blanc (*kafan*) et à même la terre (cf. Figure 3). De leur côté, les femmes s'occupent des récitation funéraires (*nola*) durant la veillée (*ruy murda*)²⁰ et des différentes formes de la commémoration qui vont ponctuer l'année suivant l'enterrement. La spécificité du décès « au loin » peut se rendre visible dans la *nola*, puisqu'elle consiste en une récitation (non impérative) qu'une femme peut avoir envie d'improviser au chevet du ou de la défunt.e et qui retrace généralement la manière dont elle a appris sa mort ainsi que l'étiologie de leurs relations. Elle peut de ce fait inclure des références à la migration. Durant cette lamentation, la récitante peut également évoquer le décès d'autres proches pour lesquels le deuil n'a pas encore été accompli (en particulier dans les cas où un corps n'aurait pas été retrouvé, un aspect autrefois courant des disparitions en Russie). La *nola* peut être l'objet d'admiration par l'audience (et donc également de commérages) et elle est fréquemment comparée à un chant.

Par la suite, la circulation des cadeaux qui a lieu pour toute cérémonie au Tadjikistan demeure là aussi l'apanage des femmes y compris en contexte funéraire, et reprend comme à son habitude à partir du 3^e jour suivant l'inhumation. Avant le 3^e jour, le sens des dons est inversé puisqu'en principe c'est la communauté (les proches, les voisins immédiats) qui prend en charge la famille du défunt en lui apportant nourriture et soutien moral (la famille se doit de ne rien faire).



Figure 3 – Le cimetière de Sari Osio à Douchanbé (J. Cleuziou, Tadjikistan 2017)

Ainsi, l'ensemble de ces rituels ne semble pas distinguer la mort « ici » de la mort « au loin », comme s'il s'agissait d'oblitérer toute référence à la migration. Cela est particulièrement visible lorsque la véritable cause de décès – parfois inconnue, parfois volontairement niée – est

²⁰ Celle-ci a lieu juste avant la toilette mortuaire.

cachée aux parents ou à la famille proche. Celle-ci peut s'avérer honteuse ou indécente (cf. le cas du criminel ci-dessus évoqué, ou encore dans les cas de suicide ou d'accidents liés à la consommation d'alcool ou de narcotiques) et elle ne s'agit pas de l'apaisement que sont censés procurer les rituels funéraires²¹. La reterritorialisation du corps du défunt et l'accomplissement des rituels qui visent à le réintégrer à sa terre d'origine et auprès de ses proches contribuent à normaliser un décès qui, pourtant, survient le plus souvent de façon accidentelle et chez des hommes relativement jeunes. Cette « normalisation » a pour effet d'écarter toute référence au contexte qui provoque la nécessité de travailler à l'étranger, et semble parfois tributaire d'un sentiment de résignation face à la migration. Le décès semble rarement provoquer une remise en cause du projet migratoire à l'échelle de la famille élargie. « Que peut-on faire d'autre ? » dit-on souvent.

Au Tadjikistan, les rituels funéraires sont conçus comme une manière de « libérer le mort » de ses relations, de ses obligations et de ses dettes. Contrairement à l'impératif de relation perpétuelle et d'endettement mutuel auquel un vivant est appelé toute sa vie durant, au Tadjikistan, un défunt apaisé doit pouvoir partir sans dette (*be qarz*). Dans ce contexte, la mort consiste en une forme de détachement de la communauté : on dit qu'un individu ne doit laisser aucune dette à ses enfants, ce qui explique la pratique d'accumuler en secret de son vivant des cadeaux pour les laveurs/laveuses (*murdashu*), voire pour les fossoyeurs (*qabrkan*) et le mollah, d'autoriser par avance les vivants à faire chauffer l'eau de la toilette funéraire au foin (*qa*), et non au bois qui coûte cher, ou encore le fait de régler ses dettes de vie (*qarzi zindagi*). Ces dernières constituent d'ailleurs l'objet d'une question spécifique lors de la prière funéraire par le mollah²². Seule la question de la dette religieuse (*qarzi ibodat* – le respect des cinq piliers de l'islam) ne peut être tranchée par les vivants car seul Dieu peut en juger. Laisser partir le mort est, pour les vivants, à la fois un devoir moral et religieux (lié au *savob* évoqué plus tôt) autant qu'une nécessité quasi physiologique car, me dit-on, « seule la terre versée sur le corps permet d'atténuer une douleur qui, sinon, ferait implorer les proches du défunt ». Dans ce contexte on comprend aussi les exigences intériorisées par les migrants tadjiks lorsqu'ils sont confrontés au décès d'un des leurs.

Durant l'année qui suit l'enterrement, les cérémonies de commémoration dont les femmes sont les organisatrices mais qui peuvent inclure également la visite des hommes et, parfois, l'invitation de mollahs, peuvent être très nombreuses. Elles peuvent comprendre l'organisation de repas les 3^e (*se begohi*), 7^e (*haft*) et 40^e (*chil*) (parfois aussi le 20^e), ainsi que le 6^e mois et pour la commémoration d'un an (*sari sol*) – cette dernière cérémonie clôture en principe la période de deuil (*azobshikani*, « rupture du deuil »). À cela s'ajoutent des repas de commémoration les jeudis matins (appelés parfois *pandjshanbegui* ou *djomaagui*²³), au moins les

²¹ Même s'il arrive souvent que les parents ou l'épouse les découvrent plus tard.

²² Le cas échéant, un enfant (généralement un fils) doit reprendre publiquement les dettes de ses parents à son compte.

²³ C'est-à-dire « (repas) du jeudi » ou « (repas) du vendredi », même si en réalité ils ont toujours lieu la veille d'un vendredi.

premiers temps du deuil (jusqu'au 40^e jour). On remarque que, hormis les cadeaux faits aux laveurs ou laveuses de corps ainsi qu'aux fossoyeurs et au mollah qui récite la *janoza*, les funérailles en soi n'entraînent pas nécessairement de dépenses très élevées pour la famille du défunt. Par contre, les repas de commémoration peuvent s'avérer très coûteux car on ne sait jamais combien de personnes vont se présenter et il faut pouvoir faire « couler le sang » à chaque cérémonie – autrement dit, sacrifier un animal (vache, chèvre, dindon, etc.).

Enfin, notons qu'au Tadjikistan, les lois de régulation des cérémonies et des fêtes (datant de juin 2007 puis d'août 2017) semblent finalement avoir de l'effet ces deux dernières années : ce n'est que très récemment que les familles tendent à réellement limiter le nombre de cérémonies, à cacher leurs dépenses, voire à dépenses moins. Toutefois, comme me le disait une vieille dame de Douchanbé, « comment pourrait-on ne pas continuer à honorer nos morts, nos parents qui se sont occupés de nous, qui nous ont logés, nourris, élevés ? Il faut libérer le mort. On va continuer à les faire [ces cérémonies] ». La transformation des dettes, les règlements de compte au sens littéral de l'expression, font donc l'objet d'une collaboration « en différé » du défunt, qui prépare son décès et des vivants qui se chargent de son inhumation et de sa commémoration.

*

La poursuite de mes recherches sur ce thème permettra d'approfondir, d'un côté, la manière dont se constituent les communautés économiques et morales, la construction progressive du rôle de « leader » au sein de la communauté ainsi que la manière dont la mort en migration reconfigure des relations sociales au Tadjikistan ; de l'autre, il s'agira de regarder plus précisément ce qui concerne le règlement des dettes pour des individus décédés en contexte migratoire : en réalité, un homme a payé de sa vie le fait d'aller gagner de l'argent en Russie. Les vivants pourraient s'en trouver particulièrement endettés, mais c'est une dimension qui reste à approfondir.